

MARIO CANDEIAS

UN CHAMPION DU MONDE DISCUTABLE: L'ALLEMAGNE EXPORTE LE CHÔMAGE

DE L'EXPORTISME ET DE L'IDOLÂTRIE DE LA CROISSANCE À UNE
«ÉCONOMIE DE REPRODUCTION» ÉCOSOCIALISTE

Le 10 novembre 2009, 20 ans après le naufrage de la prétendue «alternative du réalisme socialiste», le quotidien taz annonçait: «la 3e session du 17e cabinet central de la Deuxième République vient d'adopter la loi relative à l'accélération de la croissance». Telle est la première mesure prise par la nouvelle coalition gouvernementale CDU/CSU et FDP. Ce sont les exportations qui, encore une fois, devront constituer le moteur de la croissance. Cependant, il ne sera pas chose facile – comme le montre le modèle chinois – de rétablir l'exportisme allemand (Ngai-Lin-Sum) qui consiste en des exportations toujours croissantes face à une stagnation de la demande intérieure. Les limites et déséquilibres écologiques, mais surtout économiques contrecarrent cette possibilité.

LES LIMITES DE LA CROISSANCE

Depuis que les marchés financiers ont manqué de s'effondrer, on ne cesse d'insister sur la relation avec la crise multiforme¹, à la fois économique et écologique. Malgré tout, le gouvernement fédéral, lui-même précurseur d'une politique en faveur du climat, considère la croissance comme la seule issue à la crise – et ce dans le contexte de l'échec du sommet mondial sur le climat à Copenhague et du prochain sommet sur le climat à Bonn.

La crise économique mondiale n'a entraîné qu'une baisse minimale des émissions de dioxyde de carbone: celles-ci ont augmenté de 2% en 2008 et de 2,8% en 2009. Au cours des années précédentes et en dépit de la mise en place d'une politique de l'environnement ainsi que de technologies plus efficaces 30 ans auparavant, les émissions de gaz dangereux pour le climat et la consommation de matières premières ont fait plus que stagner, elles ont même augmenté. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), cela correspond au scénario du pire, qui prévoit un dangereux réchauffement climatique de six degrés Celsius.

L'objectif de deux degrés marquant un changement climatique encore maîtrisable est dépassé. Selon Stephan Kaufmann et Tazio Müller, auteurs d'une étude sur le «capitalisme vert» commandée par la Fondation Rosa Luxemburg et publiée en 2009, «toute tentative de faire redémarrer la croissance capitaliste – et par la même, le New Deal vert – est en contradiction directe avec une solution à la crise du climat et de l'écologie». Pourtant, il est irréaliste d'espérer un New Deal vert capable de réunir harmonieusement les intérêts capitalistes et les nécessités d'ordre écologique. Compte tenu des rapports de force actuels, c'est probablement un «capitalisme vert» qui va l'emporter, un capitalisme qui favorisera des instruments adaptés au marché et des solutions techniques. Cela contribuera à l'ouverture de champs d'investissement absolument nécessaires au capital à la recherche de possibilités de placement, dans la mesure où la nature et la protection de l'environnement seront réduites à une marchandise étiquetée d'un prix, alors que les domaines qui ne sont pas rentables seront délaissés. La voiture électronique, par exemple, offre une nouvelle perspective à l'industrie automobile, pourtant, elle ne change rien à la structure du trafic individuel, ni à l'anthropisation des paysages, ni à la consommation considérable de ressources (pour la plupart hautement toxiques) comme le lithium. Promouvoir la croissance et l'exportation, tel est l'objectif du New Deal vert, ce qui, finalement, ne limite pas la consommation de ressources. Les déséquilibres et la concurrence qui existent dans l'économie mondiale se poursuivent ou s'aggravent. Les expériences avec les négociations sur le climat et le commerce des certifications montrent que les choses avancent trop lentement. Si la restructuration écolo-

¹ Mario Candeias: The Last Conjuncture. Organic Crisis and «postneoliberal» Tendencies, *policy paper 4/2009*, Fondation Rosa Luxemburg; Institut pour l'analyse de la société: Die Krise des Finanzmarktkapitalismus – Herausforderungen für Die Linke, in: *kontrovers 1/2009*, Fondation Rosa Luxemburg

gique traîne, les crises de l'environnement et socio-économiques secondaires risquent de s'aggraver. Si la restructuration a lieu de façon conséquente, si, par exemple, les droits d'émission sont radicalement réduits, la destruction des anciens secteurs et des capitaux (et de ce qui s'y oppose) est inévitable. Rien ne se fera sans crise économique et sans rupture. Il n'existe pas de transition lisse.

Wolfgang Sachs, expert au sein du Wuppertal Institut, a confié dans le cadre d'un débat sur le New Deal vert paru dans la publication LuXemburg (Cahier 1, 2009, 148) «il ne peut y avoir d'économie écologique sans 'satisfaction de la croissance'». Pourtant, poursuit-il, «quiconque lit dans notre livre le chapitre consacré à la croissance constatera qu'il y trouvera plus d'interrogations que de certitudes. Peut-être avons-nous réussi, très habilement, à dissimuler cela... Nous n'avons aucune réponse à ces questions» (ibid.). Dans les faits, la croissance annuelle de l'économie allemande entre 2001 et 2007 n'était pourtant que de 1,1 % en moyenne. La tendance est en baisse depuis les années 1970. Mais ne nous attardons pas sur la croissance. Du point de vue écologique, la production matérielle doit diminuer. Or,... Le capitalisme peut-il exister sans croissance ? La mise en valeur du capital repose sur la production d'une valeur ajoutée croissante, à savoir sur l'exploitation ainsi que sur l'accumulation *permanente*, c'est-à-dire sur la croissance. Il est possible de parvenir à un détachement relatif, mais non absolu, de la croissance matérielle. Mais comment peut-on parvenir à un changement de système ? Est-ce une croissance qualitative ou une croissance sélective qui peut nous sauver ? En outre, comment faut-il concevoir les transitions vers une transformation écosocialiste ?

LES LIMITES DE L'«EXPORTISME»

Depuis le début du 21^e siècle, l'Allemagne est redevenue premier exportateur mondial (tout au moins sur la base des cours de change, sur la base des données chiffrées par habitant de toutes façons). En 2008, des biens marchands estimés à plus de 1,15 billion d'euros ont été écoulés à l'étranger. L'excédent commercial a presque atteint 200 milliards d'euros. Ce prétendu succès n'est pas uniquement dû aux avancées technologiques, à la qualité supérieure des produits – particulièrement les biens de production – et à la productivité élevée. Non, il faut plutôt évoquer l'épuisement des nouvelles forces de production. Ainsi, ces dernières années, on a réduit les nouvelles formes de l'organisation du travail, elles avaient atteint leurs limites. Du côté des entreprises, on a ordonné de réduire les marges d'autonomie, de renforcer les contrôles, d'intensifier et de précariser le travail et de pratiquer l'exploitation. Dans le camp des salariés, cela a conduit à une plus forte démotivation, à des blocages au niveau de la créativité, aussi bien par l'auto-exploitation dans des structures de travail souples et sans hiérarchie, que par les limites étroites des instructions de l'entreprise et par le despotisme (particulièrement dans le secteur des bas salaires) ou par le manque de perspectives. Dans beaucoup de cas, cela signifie épuisement, déstabilisation, burn out, requalification insuffisante. Au total, la productivité du travail en Allemagne se situe, depuis ces dernières années, en deçà de 2 % (malgré le boom de la nouvelle économie), la plupart du temps, elle stagne autour de 1 %. C'est encore pire pour l'évolution de la productivité du capital: alors qu'elle a nettement augmenté de 1980 à 1992, elle a durablement plongé avec la récession au début des années 1990, pour ne

remonter qu'une dernière fois avec le boom de la nouvelle économie. Elle a nettement chuté depuis la crise de 2000/2001 (pour atteindre le niveau de 1979). Les conditions de production du néolibéralisme ne permettent plus d'atteindre les potentiels des nouvelles forces de production.

Bien plus encore, l'avantage concurrentiel résulte d'un gel salarial pratiqué depuis des décennies, alors que partout ailleurs, les coûts du travail augmentent.² En fait, le succès des exportations allemandes repose sur le dumping salarial: les salaires réels stagnent depuis 1990, cela fut le cas même durant le boom économique de 2007/2008. Dans aucun autre pays européen, le secteur des bas salaires ne s'est développé de façon aussi fulgurante: avec environ 25 % de l'ensemble des emplois et en tenant compte des écarts avec le niveau du salaire moyen, il a atteint le niveau des États-Unis. La précarisation qui en résulte exerce une énorme pression sur les salaires – notamment sur le recours à la main d'œuvre détachée – également dans les secteurs clefs de la production industrielle. Sur l'ensemble des revenus allemands en 2009, la part des salaires était de 5,6 % inférieure à son niveau de 1999, alors que les taux d'imposition des entreprises ont été presque divisés par deux. Il en résulte que la consommation n'a aucun effet positif sur la conjoncture, ce qui est complètement différent aux États-Unis. Alors qu'au cours des dix dernières années les exportations ont plus que doublé, la croissance de la demande intérieure, inférieure à 2 %, est entièrement consommée par l'inflation. Entre 2001 et 2007, sa contribution à la croissance économique réelle s'est chiffrée en moyenne à 0,11 % par an. Parallèlement, c'est au détriment des investissements nationaux que l'Allemagne parvient à décrocher le titre suspect de champion du monde des exportations: les investissements nationaux ont en effet chuté de 22 % à 17 % du PIB. Ainsi, la contribution des investissements actifs bruts à la croissance économique a été de -0,1 % dans la même période. Le dumping salarial allemand détruit la compétitivité des autres pays. La croissance économique allemande se nourrit uniquement de la demande extérieure, celle-ci étant déficitaire dans ces pays – de fait, l'Allemagne exporte du chômage.³

Le résultat de cette évolution unilatérale est une accumulation des excédents allemands depuis 2001 qui se chiffre au montant exorbitant d'1 billion d'euros. Pléthore de capitaux qui ne sont pas tant investis dans les dénommés marchés émergents, mais en majorité dans des placements financiers «innovants», comme les dérivés sur événement de crédit (*Credit Defaults Swaps*), les crédits adossés à des actifs (*Credit Backed Securities*), les crédits hypothécaires ou encore des emprunts d'État. Comme c'est le cas en Chine, la constitution d'importantes créances en capital nettes envers les pays étrangers contribue à déséquilibrer considérablement les comptes bruts de résultat à l'échelle mondiale. Les pays déficitaires tels que le Portugal, l'Irlande, la Grèce, la Grande-Bretagne ou les États-Unis peuvent s'endetter à cause des taux d'intérêts – dont la valeur est historiquement et extraordinairement basse – pratiqués sur le marché des capitaux, car les pays excédentaires proposent la liquidité nécessaire pour les capitaux à placer.

² Évolution moyenne des salaires réels de 2000 à 2008: RFA: -1 %, Pologne, Grèce: +40 %, Grande-Bretagne: +26 %, Danemark: +19 %, France: +10 %, Espagne: +4, 5 %, USA: +19 %, Brésil: +8 % env. ; Chine: +14 % par an! ³ Un pays aspire à un excédent d'exportations, parce qu'il peut produire plus que ce qu'il consomme (et de cette façon, employer de la main d'œuvre et faire du chiffre). C'est surtout intéressant pour les entreprises. Elles ne sont pas obligées de verser des salaires équivalents à ceux nécessaires d'un point de vue macroéconomique, pour que les salariés puissent acheter le fruit de leur production.

Le rôle des États-Unis est en cela décisif: depuis des décennies, l'écart entre les salaires réels ne cesse de s'y creuser. Certains salaires stagnent, alors que les classes aux bas revenus voient leurs salaires diminuer. Pour compenser les pertes salariales, le nombre des membres d'une même famille contraints de travailler augmente, les personnes seules doivent exercer plusieurs emplois à la fois. Pour maintenir le niveau de consommation, ou même pour le renforcer, le recours aux crédits est de plus en plus fréquent – grâce aux bas taux d'intérêts. Les dénommés *subprimes* permettent même d'imposer des crédits hypothécaires à ceux qui, faute de revenus ou de perspectives professionnelles sûres, ne peuvent se permettre d'acheter des biens immobiliers. Il en résulte que la part de la dette par rapport au revenu net des ménages, qui était de 70 % dans les années 1970, a grimpé au niveau record de 130 %. La classe ouvrière américaine est de plus en plus surmenée, épuisée et endettée. Sur les dépenses de consommation en hausse, financées à crédit, les États-Unis ne font pas qu'engendrer des taux de croissance relativement élevés, d'environ 4 % à 6 %. Ils deviennent également les indispensables «consommateurs à l'échelle mondiale» qui encouragent la demande sur les marchés internationaux, et, de cette façon, stabilisent la croissance aussi bien dans les économies jadis encore en marge et aujourd'hui en pleine expansion que dans les pays exportateurs que sont l'Allemagne, la Chine et le Japon. Nous le savons, la bulle financière qui reposait sur des endettements a éclaté en 2007 avec un taux d'intérêt en hausse.⁴

La crise a eu de graves conséquences pour le champion du monde des exportations. Aucun autre pays n'est plus dépendant des exportations: elles représentent environ 45 % du PIB (à titre comparatif, le taux d'exportation représente environ 25 % pour la Chine, environ 17 % pour le Japon, environ 12,5 % pour le Brésil et 11 % pour les États-Unis).⁵ Le secteur d'exportation le plus important, le génie mécanique, est confronté depuis 2008/2009 à une chute de ses carnets de commandes de plus de 50 %, ce recul se chiffre à plus de 34 % pour l'industrie automobile et à 27 % pour l'industrie chimique. La croissance nationale s'écroule de presque 6 %. Les régions les plus dynamiques du secteur industriel, au sud, sont les plus touchées (-7,5 %). Le gouvernement réagit en adoptant un programme conjoncturel, en allongeant la durée de versement de l'allocation de chômage partiel et en instituant une prime à la casse pour les automobiles afin de stabiliser le volume des ventes et l'emploi.

L'ABSENCE D'UNE RÉORIENTATION CONDUIT À UNE STAGNATION MONDIALE

Or, le modèle allemand d'exportation et de croissance n'a pas de perspectives. La plus grande part des exportations allemandes, plus de 75 %, est acheminée vers les pays européens. Sur ces 75 %, presque 65 % sont exportés vers les pays de l'Union européenne. Grâce à l'union monétaire, le problème du cours de change ne se pose pas avec la plupart des pays européens. Mais c'est justement la crise qui est révélatrice de la forte hausse des déséquilibres économiques au sein de l'UE. *Dans les pays déficitaires*, aucune dévaluation monétaire n'est en mesure de compenser les désavantages de la concurrence.⁶ Si l'on veut renoncer à de fermes réductions des salaires et des dépenses publiques, il ne reste plus que la possibilité tentante de l'endettement face aux immenses exportations de capitaux du côté des pays excédentaires. La demande des consomma-

teurs et des gouvernements des pays déficitaires, financée à crédit des années durant, soutient le boom des exportations allemandes et par là, une croissance modeste. À présent, le gouvernement allemand exige que les pays endettés consolident leur économie. Outre la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, ceci devrait surtout concerner l'Italie et la Grande-Bretagne. Or, si tous ces pays sont contraints de prendre des mesures radicales de réduction des dépenses et des salaires afin de rétablir la compétitivité et la solvabilité, ce qui les conduira inévitablement à une stagnation financière (cf. *mehring*⁷). Ils achèteront moins de biens d'exportation allemands pendant un certain nombre d'années.

Exporter vers des *pays économiquement* forts, tels que la Suède, le Danemark, la Finlande, la France ou le Canada est particulièrement important pour l'Allemagne – l'excédent commercial face à ces pays s'est également multiplié.⁸ L'Allemagne est même excédentaire face aux Pays-Bas. Pourtant, ces pays mêmes ont une économie fortement axée sur l'exportation. Si la demande économique mondiale reste faible, la demande de biens d'exportations allemandes de ces pays restera faible également.

Les États-Unis représentent toujours après la France le deuxième marché d'exportation pour les entreprises allemandes, même si le volume des exportations vers le pays a chuté de 10,5 % à 7,5 % (et d'environ 10 % dans l'ensemble de la zone dollar). Dans ce cas, le cours de change de l'euro qui a tendance à augmenter, altère en outre les perspectives d'exportations.⁹ C'est donc sur Europe de l'Est et sur la Chine, ces deux régions vers lesquelles l'Allemagne a le plus exporté dernièrement, que se focalisent tous les espoirs. Les exportations vers les nouveaux pays d'Europe de l'Est ont représenté 13,9 % des exportations totales, soit un peu plus que les exportations vers l'Asie, qui comptaient pour environ 11,2 %. Mais *l'Europe de l'Est* a tout d'abord été durement frappée par la crise économique, puis par la crise de l'industrie automobile et par la récession dans les pays de l'Europe de l'Ouest (cf. Becker, 2009). Le fait que l'Europe de l'Est puisse très difficilement renoncer aux exportations (dominées par les groupes multinationaux) y rend une demande massive de biens de production allemands improbable, dans un contexte où l'Europe de l'Ouest connaît des tendances à la stagnation. La forte hausse des salaires et des coûts salariaux (cf. note de bas de page 2) dans les dernières années a, qui plus est, nui à l'attractivité des sites.

⁴ Au sujet des causes de la crise, cf. Mario Candeias, Rainer Rilling (Éd.): *Krise. Neues vom Finanzkapitalismus und seinem Staat*, Berlin 2009 ⁵ Le taux net des exportations est de 5,7 %; il est de 1,5 % au Japon, de 1 % en Chine et de -6 % aux États-Unis. Les secteurs représentant d'importantes parts d'exportation sont la chimie (80 %), le génie civil (66 %), la construction automobile (50 %). ⁶ Au sujet de la crise grecque, cf. <http://ifig.rosalux.de/2010/05/06/griechenland-entschulden/> ⁷ <http://ifig.rosalux.de/2010/05/13/schuldenkrise-die-lust-am-selbstmord/> ⁸ Hausse des excédents commerciaux de 1998 à 2007: Suède: 165 %, Danemark et Finlande: 225 %, France et Canada: 270 %, Italie: 540 %. La balance commerciale est légèrement déficitaire dans les pays émergents. ⁹ La pression déflationniste au sein de l'UE affaiblit en effet la tendance à la réévaluation, particulièrement dans le contexte de la crise de l'euro au début de l'année 2010 (cf. mehring1). Or, la tendance à la réévaluation se maintient, car le dollar américain connaîtra une dévaluation liée aux déficits plus importants encore des États-Unis, ainsi qu'à une surabondance d'emprunts d'État du fait de la pression des marchés. Cette dévaluation sera également politiquement voulue. Les États-Unis doivent, à court terme, trouver des acquéreurs pour des emprunts d'État à hauteur de 1,6 billion de dollars – estimés, sur l'ensemble de l'année 2010, à environ 2.550.000.000.000 dollars (2,55 billions) – un flot de titres de crédits émis par l'État que même la Chine ne peut porter sur ses épaules. La Chine achète chaque jour 1 milliard de dollars. Mais il y a peu, la République populaire a vendu des emprunts d'État en grande pompe: des titres d'une valeur supérieure à 34 milliards de dollars ont été écolés. Avec 775 milliards de dollars, la Chine n'est maintenant plus que le deuxième titulaire d'emprunts d'États américains, derrière le Japon. Moody's – lui-même profondément mêlé aux causes de la crise financière – menace déjà de dévaluer le rating pour les emprunts d'État américains. Les analystes financiers pessimistes mettent en garde contre un déficit de l'État d'un tout autre ordre de grandeur que la Grèce.

On a en vain espéré que la *Chine*, elle, pourrait amortir la chute des exportations: si le «consommateur mondial» que sont les États-Unis (leur part dans les importations mondiales est de 16,5%) s'épuise à cause de la crise, le dynamisme de la Chine s'en trouvera affaibli. La thèse d'une absence de lien entre la conjoncture mondiale et la crise aux États-Unis est compromise. Partout, la crise se manifeste, surtout dans les économies tournées vers l'exportation. La Chine doit même supporter les conséquences d'une bulle immobilière et d'une bulle de crédit. Le relâchement de la consommation en Europe et surtout aux États-Unis (ces derniers sont avec plus de 20% les plus gros acheteurs d'exportations chinoises) fait reculer la demande de produits de masse bon marché. Or, la Chine n'a pas tardé à se réorienter: un programme conjoncturel estimé à plus de 450 milliards de dollars, et le quadruplement de nouveaux crédits au premier semestre 2009 à plus de 770 milliards de dollars portent leurs fruits. Des investissements ont été réalisés dans les infrastructures, les liaisons routières, la santé, les prestations sociales et les technologies écologiques, notamment dans les régions occidentales les plus pauvres. Le succès est impressionnant: malgré les doutes que l'on pourrait émettre sur les taux de croissance officiels, une hausse de 8% enregistrée au cours du deuxième trimestre 2009 est, dans un contexte international d'effondrement de la demande, un résultat étonnamment positif. De cette façon, la Chine mise dès le départ sur une croissance intérieure quantitative, renforce les conditions de reproduction ainsi que les mesures sociales – en partie en réprimant plus sévèrement les révoltes sociales et surtout les conflits ethniques.

À titre de comparaison, prenons la République fédérale d'Allemagne. Pour instituer un programme conjoncturel similaire – cela lui incomberait particulièrement, vu son rang de premier exportateur mondial qu'elle partage avec la Chine, en outre, l'état relativement équilibré de ses comptes le lui permettrait – elle aurait dû investir 495 milliards de dollars au lieu des 50 milliards d'euros effectivement dépensés.

Mais l'heure n'est pas encore à espérer que la Chine succède aux États-Unis dans leur rôle de moteur de croissance: tout comme le reste du monde, la Chine dépend fortement de la destinée du «consommateur mondial» et vice-versa. Plus que jamais, les nouvelles méthodes de production ont lieu au niveau transnational.

De plus, l'évolution en Chine est toujours liée à des risques: les bourses connaissent un nouveau boom, l'État inonde pratiquement l'économie de crédits. Si la conjoncture mondiale ne reprend pas, si le niveau des dépenses ne peut être maintenu à long terme, cela est susceptible de créer de nouvelles bulles spéculatives et une montagne de crédits douteux. Une inflation à court terme et des tensions sociales seraient les conséquences de cette surabondance de crédits autorisés par l'État – comme ce fut déjà le cas dans les années précédentes. Rien n'a encore vraiment été entrepris pour contrecarrer la tendance extrêmement orientée vers les exportations de l'économie chinoise. Les mesures en ce sens sont prises au compte-goutte, au niveau des crédits et des cours de change. C'est là où réside le problème économique essentiel. Car à l'avenir, les ménages privés américains consommeront moins et la demande d'importations reculera dramatiquement – la dépendance de la Chine face au «consommateur mondial» aura, à long terme, des retombées négatives si elle ne parvient pas à se développer de façon plus autonome. Peu de signes laissent présumer une

reprise de la conjoncture mondiale aux États-Unis, les incertitudes prévalent (cf. *mehring1*). De plus, on ne peut ignorer plus longtemps les déséquilibres des flux capitaux et commerciaux à l'échelle mondiale, qui sont les raisons essentielles de cette crise, sans provoquer la prochaine crise: la Chine et l'Allemagne, doivent – à l'instar d'autres pays excédentaires – renoncer à la folie de la croissance exportiste.

Les pays déficitaires ne sont pas les seuls à critiquer, à juste titre, les déséquilibres au niveau macroéconomique qui en résultent. Des critiques émanent également de la Commission européenne ou de la France: à présent, ce n'est plus seulement de la Grèce et de l'Irlande, c'est aussi de l'Allemagne que l'on exige la mise en place de «réformes structurelles» pour relancer la demande intérieure. Au lieu de cela, les deux premiers exportateurs mondiaux exigent que les États-Unis et les pays déficitaires continuent d'acheter leurs marchandises tout en cessant de recourir aux crédits de façon irresponsable. Leurs excédents résultant toutefois des déficits des autres, leur position est donc incohérente, comme il est illusoire des États-Unis de prétendre pouvoir sortir de la crise en doublant (!) leurs exportations – mais où donc veulent-ils exporter ? Seule la dévaluation du dollar serait en mesure d'améliorer rapidement la compétitivité américaine – mais de façon insuffisante (sans compter que la faiblesse actuelle de l'euro constitue un obstacle supplémentaire). Compte tenu d'une disposition répandue à réduire les dettes publiques qui ont explosé à la suite de la crise, et du fait des surcapacités énormes et de la stagnation de la demande, il faut s'attendre à des tendances fortement déflationnistes dans les années à venir. Parallèlement, l'insuffisance des perspectives de profit véhicule une suraccumulation financière jusqu'alors à peine écoulee, une inflation du prix des actifs (une inflation des titres et des actions) ainsi que de nouvelles bulles spéculatives. Et par dessus le marché, les prix du pétrole et des matières premières augmentent à cause de l'épuisement des réserves. La crise n'en finit pas...

Tout cela dans un contexte où l'accumulation du capital à plus grande échelle est de moins en moins garantie depuis ces 15 dernières années. La Banque des règlements internationaux (BRI) évoque le «mythe de la reprise économique» après une crise: «lorsque la performance économique baisse, elle tend à rester en deçà de son niveau d'avant crise.»¹⁰ C'est surtout dans les pays où règne une forte libéralisation de la circulation des capitaux et des marchés financiers que la reprise économique s'opère plus lentement. Après une crise économique, il faut s'attendre à de périodes de reprise de longue haleine, souvent trop lentes pour atteindre le niveau d'avant crise avant que n'éclate la prochaine – comme aux États-Unis en 2001. Telle est la conséquence de ce mythe de la reprise économique: la hausse des bénéfices n'est possible que par une répartition permanente au détriment des salariés, de l'État ou des capitaux limités à une région ou à un État, et en parallèle agonisent des secteurs toujours plus importants d'activités sociales nécessaires, d'infrastructures publiques ou de services sociaux. Alors qu'il est impossible de réduire durablement l'accumulation de capitaux et que les champs d'investissement manquent, la crise de reproduction de la société s'aggrave, et met en danger les fondements de l'accumula-

tion (manque d'infrastructures, de qualifications, manque de cohésion, manque de perspectives de profit, etc.)

CONVERSION ET POLITIQUE RÉALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

On ne saute pas d'un système à un autre. Il faut donc des étapes qui conduisent vers une transformation ainsi que des projets pilotes réalistes, pouvant être mis en œuvre sur le champ et en mesure d'améliorer immédiatement les conditions de vie des individus ou de créer des transitions pour les personnes menacées par la perte (nécessaire) de leur emploi dans le cadre d'une telle restructuration. Parallèlement, ces mesures d'urgence ne doivent pas être sans perspectives, elles doivent laisser apparaître les prochaines étapes vers une transformation écosocialiste de l'ensemble de la société.

Le débat sur le sauvetage d'Opel, la filiale de GM, pourrait servir de modèle à un tel projet pilote: les surcapacités mondiales dans le secteur de l'automobile, sa forte dépendance face à l'exportation, la délocalisation de sites et les problèmes écologiques mettent en évidence la nécessité de recourir à de nouvelles stratégies. Les salariés quant à eux perçoivent que de profondes restructurations du groupe, au sein de toute la branche, sont inévitables pour garantir la sécurité de l'emploi. Les subventions publiques auraient pu être associées à des concepts de développements alternatifs ou à l'idée de conversion. Il eût été envisageable de faire de l'intéressement à la propriété une condition, ou de nationaliser complètement les entreprises. Une éventuelle forme d'intéressement eût été de renforcer la participation des salariés, des syndicats et des régions, par exemple en instituant des conseils régionaux chargés de statuer sur les étapes concrètes d'une reconversion du groupe automobile en un prestataire écologique de services pour la mobilité publique. Il est évident qu'une conversion écosocialiste ne se fait pas du jour au lendemain et tous les emplois au sein de l'entreprise ne peuvent être préservés – puisqu'au total, les capacités de l'industrie automobile doivent diminuer. Afin de maintenir autant d'emplois que possible, il faudrait reconsidérer de façon critique le concept de la semaine de 4 jours (28,8 heures) et remettre à plat le débat sur la réduction du temps de travail. Cela aurait permis de protéger les intérêts des salariés tout en posant les jalons nécessaires à une conversion écosocialiste.

L'idée de conversion ne se limite pas simplement à la fabrication d'automobiles électriques ou d'éoliennes. Plus encore, il s'agit de créer toute une gamme de nouveaux produits, de technologies et de besoins pour la société (de nouveaux concepts de mobilité, de nouveaux modèles de vie et de travail, d'utilisation de l'énergie, de consommation, etc.). Les entreprises individuelles seules ne peuvent y parvenir, cela suppose un changement structurel profond. Ancrée dans une tendance macro économique, l'idée de conversion consisterait à transformer notre économie capitaliste, orientée sur la croissance, en une «*économie de reproduction*» à la fois capable de se discipliner et de créer de nouvelles richesses. Concentrons-nous sur une «*économie basée sur la solidarité*» (*Care Economy*), orientée sur les besoins de la société, dans laquelle les gens sont solidaires les uns envers les autres: des infrastructures sociales pour la santé publique, l'éducation, la formation, la recherche, les services sociaux, l'alimentation (comme nécessité), l'entretien et la protection de nos environnements naturels. Ce sont des besoins essentiels. Chacun

déplore, depuis des années, le fait que ces besoins ne soient pas satisfaits. L'économie de reproduction signifie également que les besoins et l'économie *se développent qualitativement, mais qu'ils n'évoluent plus quantitativement*.

Cela contribuerait à produire et à vivre d'une façon vraiment écologique: travailler avec des êtres humains, travailler pour préserver la nature détruit peu l'environnement. C'est ainsi que l'on pourrait résoudre les crises du travail et de la reproduction – ce sont déjà les seuls secteurs où la création d'emplois ne cesse d'évoluer. C'est ainsi qu'il serait possible d'émanciper la structure des rapports entre les sexes, et que pourrait se développer une pratique du «*buen vivir*» (bon vivre), telle que d'autres pays, outre l'Amérique latine, l'expérimentent. Ces changements ne peuvent se produire sans une économie orientée vers le marché et la production intérieurs. La tendance à se détourner de la mondialisation au profit de la régionalisation de l'économie contribue à réduire le déséquilibre des comptes de résultats bruts et à atténuer l'idée fixe de l'exportation. Le développement de la propriété publique (mais non en tant que marchandise), freinera l'expansion des marchés et la privatisation. Voilà ce qui pourrait réunir les intérêts des ouvriers de l'industrie automobile, des syndicats, des salariés du secteur public, des femmes (et des mouvements féminins), des personnes dans les régions concernées, des luttes contre la privatisation et pour la participation politique dans les entreprises et les institutions publiques, des groupes écologistes et des pays de l'hémisphère sud.¹¹

Les pays fortement industrialisés ont souvent été confrontés aux conséquences du déclin de cultures industrielles tout entières, en particulier de la sidérurgie et de l'industrie minière. Un changement structurel de cette envergure signifie également que les gens vont perdre, en partie, leur emploi traditionnel. Voilà pourquoi il est nécessaire de créer des transitions, de reprendre les expériences syndicales avec les sociétés d'emploi et de qualification et, à cet effet, de mobiliser des fonds privés et publics. Il faut réagir à la nécessité de diminuer la production en développant des stratégies pour une transition équitable, une transition sociale. Cela veut dire aussi que d'autres domaines devront d'abord se développer, par un processus de détachement relatif de la production matérielle. Cette croissance *qualitative* est *provisoirement* nécessaire notamment en raison des déficits que présentent de nombreux secteurs de reproduction – cela est vrai surtout pour les pays de l'hémisphère sud. Faire du travail de reproduction au sens large du terme la priorité d'un projet de transformation permet de se détourner de l'idolâtrie de la croissance – et, de cette façon, remet en même temps les modèles de production capitalistes en cause à moyen terme. En fin de compte, cela soulève la question de savoir qui décide de l'utilisation des ressources dans la société et quels types de travaux sont nécessaires à la société – non pas en poursuivant l'expansion du travail salarié producteur de marchandises et de la production de la valeur ajoutée, mais en multipliant les modèles collectifs et coopératifs de travail, axés sur l'efficacité de la contribution au développement humain, sur la richesse de la diversité des relations humaines et sur la façon de disposer du temps. À cet effet, des éléments constitutifs d'un processus de planification participative, des conseils démocratiques, sont également

nécessaires. Il s'agit donc de diminuer le temps du travail rémunéré au profit du travail de reproduction, aussi parce que la participation politique et l'autogestion exigent des ressources en temps. Il est question d'une démocratisation radicale des décisions émanant de l'État comme du secteur privé.¹² Un projet pilote international complémentaire pourrait être par exemple la création d'une «International Clearing Union» pour rééquilibrer les comptes bruts de résultats des pays déficitaires, mais aussi ceux des pays excédentaires.¹³ Pour cela, l'économie doit être axée sur la demande intérieure et sur les besoins de la population, non sur ceux du marché international – sans toutefois prendre de mesures protectionnistes. Plus encore, il faudra prendre des mesures à l'échelle internationale, régionale et nationale (en instituant des taxes financières au niveau international et en remontant les taux d'imposition¹⁴) pour épuiser les sommes énormes correspondant aux capitaux suraccumulés, en quête désespérée de placements rentables. Des montants considérables (surtout des capitaux fictifs) devront être en partie écoulés de façon contrôlée (par exemple en interdisant les titres et les dérivés, les crédits hypothécaires, les fonds alternatifs *hedge funds*, etc.). Les recettes issues des taxes financières internationales serviraient à la réparation des dommages dus à l'exploitation économique et écologique des pays de l'hémisphère sud par ceux de l'hémisphère nord. Les capitaux, écoulés au niveau régional et national, doivent être essentiellement investis dans une reconversion écosocialiste des sociétés industrialisées, qui est possible en développant la propriété publique. Ce n'est que dans une perspective de transformation que les intérêts à visées différentes, parfois antagonistes, peuvent converger en un projet commun. Cette «politique réaliste révolutionnaire» (Rosa Luxemburg), un projet écosocialiste, même socialiste, se heurtera à des résistances, paraîtra irréaliste. Mais la politique du «poursuivons ainsi» ne semble pas

moins irréaliste dans un contexte où règnent les déséquilibres internationaux, la surcapitalisation, la délocalisation du pouvoir politique et économique dans le monde, les crises écologiques et les révoltes sociales. Nous ne sommes qu'à l'aube d'un processus de transformation, à l'intérieur ou au-delà du capitalisme. Il est plus probable que ce soit à l'intérieur. Or, rien n'est encore décidé.

Traduit par: Echoo Konferenzdolmetschen

¹² La Fondation Rosa Luxemburg et le groupe parlementaire Die Linke organiseront avec le concours notamment des syndicats, de groupes pro environnementaux, de mouvements altermondialistes et féministes et de scientifiques, un congrès international intitulé auto. mobil.krise sur le thème de la reconversion de l'industrie exportatrice et de l'industrie automobile. L'objet de ce congrès, qui se tiendra à Stuttgart du 28 au 30 octobre 2010 est de présenter des idées communes et d'élaborer des projets concrets. ¹³ À la différence des mesures structurelles de réajustement unilatérales du FMI pour les pays débiteurs, l'objectif d'une «International Clearing Union» est un système symétrique, reposant sur un équilibre des fonds des pays créanciers et des pays débiteurs. Selon Keynes (1943/1980, 117) «Les pays créanciers sont tout autant responsables de l'équilibre que les pays débiteurs. [...] L'objectif est de ne pas permettre au pays créancier de rester simplement passif. Le cas échéant, le pays débiteur, qui se trouve de toute façon en position d'infériorité à cause de ses dettes, porte un immense fardeau». L'idée suggère que les pays dont la balance commerciale est excédentaire aient, en fin d'année, un solde créditeur sur leur compte de l'ICU, alors que les pays dont la balance commerciale est déficitaire aient un solde débiteur. Mais au lieu de taxer un solde créditeur d'intérêts créditeurs et un solde débiteur d'intérêts débiteurs, comme à l'accoutumée, un solde créditeur serait taxé d'intérêts débiteurs et vice-versa. Les excédents, à savoir les crédits, de même que les déficits, seraient dévalorisés par une sanction fiscale progressive. De cette façon, le système comporterait un mécanisme qui inciterait à réduire les déséquilibres. Par ailleurs, l'ICU déterminerait des plafonds pour les crédits. De cette façon, les excédents maxima d'un pays seraient fixés au montant annuel moyen de ses exportations et de ses importations. Les montants supérieurs à ces excédents seraient annulés automatiquement et abondés au fond de réserves monétaires de l'ICU. Pour plus d'informations, cf. Philipp Hersel, Axel Troost: Keynes global – Neuordnung der Finanzmärkte. Die Idee einer International Clearing Union, in: Mario Candeias, Rainer Rilling (Éd.): Krise. Neues vom Finanzkapitalismus und seinem Staat, Berlin 2009, p. 199–29; autres propositions de réforme des marchés financiers in: Peter Wahl: Radikaler Realismus. Positionierung und emanzipatorischer Politik in der kommenden Reformperiode, in: ibid., p. 130–42. ¹⁴ Font partie de ces mesures les cessations d'autres projets de libéralisation, par exemple dans le cadre de l'OMC ou de l'UE, les mesures de renforcement et la déprivatisation des banques ainsi que les contrôles financiers, la fermeture des paradis fiscaux et des centres off-shore, l'institution d'un droit de transaction sur les actions boursières et la mise en place de contrôles de la circulation des capitaux. En font également partie des concepts pour une conjoncture orientée vers l'avenir ainsi que des programmes d'investissement, ou encore un nouvel accord basé sur le système de Bretton Woods, les transferts de capitaux et de technologies, un équilibre des comptes non soldés de résultats, ainsi que la garantie, au niveau international, de standards minimums politiques et sociaux.

ARTICLES DE LA FONDATION ROSA LUXEMBURG SUR CE SUJET:

Mehring1, blog de l'Institut pour l'analyse de la société de la Fondation Rosa Luxemburg; <http://ifg.rosalux.de>

Für ein linkes Mosaik, LuXemburg. Gesellschaftsanalyse und linke Praxis, Cahier 1, 2010. Contributions de notamment Boa Sousa Santos, Edgardo Lander, Angela Klein, Michael Löwy, Hans-Jürgen Urban, Franziska Wiethold, Bernd Riexinger, Ara Wilson, www.zeitschrift-luxemburg.de

Debatte Green New Deal, LuXemburg, Cahier 1, 2009. Contributions de Wolfgang Sachs, Tazio Müller et Stephan Kaufmann, Frieder Otto Wolf, p. 141-59; www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/LUXEMBURG/LUXEMBURG_1_2009.pdf

Klima-Crash und Wirtschaftskrise. Wie weiter mit dem Wachstum, débats avec Frithjof Capra et Hazel Henderson, Andreas Exner, édité par Mario Candeias dans la collection papers, 11/2009, Fondation Rosa Luxemburg; www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/rls-papers_Klima-Crash-Wachstum_0911.pdf

Stephan Kaufmann, Tazio Müller: *Grüner Kapitalismus. Krise, Klimawandel und kein Ende des Wachstums*, collection einundzwanzig, tome 2, Fondation Rosa Luxemburg, Berlin 2009; www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/R21GruenerKapitalismus.pdf

The Last Conjuncture. Organic Crisis and «postneoliberal» Tendencies, par Mario Candeias, collection policy papers, 4/2009, Fondation Rosa Luxemburg; www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/pp_4-09_Candeias.pdf

Passive Revolutionen vs. sozialistische Transformation, par Mario Candeias, collection papers, 12/2009, Fondation Rosa Luxemburg; www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/rls-papers/rls-paper-Candeias_2010.pdf

Eine zweite große Transformation und die Linke, par Dieter Klein, collection kontrovers, 01/2010, Fondation Rosa Luxemburg; www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/kontrovers/kontrovers_01-2010_web.pdf

MENTIONS LÉGALE

TEXTES DES RÉFÉRENCE est édité par la Fondation Rosa Luxemburg et paraît irrégulièrement
Rédaction: Marion Schütrumpf-Kunze
Franz-Mehring-Platz 1 · 10243 Berlin · Tél. + 49 30 44310-127
Fax -122 · m.schuetrumpf@rosalux.de · www.rosalux.de